

22 sept 84

L'ENQUÊTE

JEUNE AFRIQUE

L'ENQUÊTE

Zaire.

Le retour

Mobutu Sese
Seko et
Kengo wa Dondo,
en 1985.
Ce dernier
dirigeait déjà,
à l'époque,
le gouvernement.



Son bilan économique est désastreux. Son image médiatique aussi. En butte à l'hostilité de la France, de la Belgique et des Etats-Unis, on croyait Mobutu au bout du rouleau. A tort. Histoire d'une résurrection.

our du dinosaure.

GÉRALDINE FAES

Le 10 août 1994, dans le plus grand secret, l'avion personnel de Mobutu Sese Seko se pose sur l'aéroport de Toulon, en France. Quelques heures plus tard, il décolle pour Gbadolite, le village natal du président zaïrois. A son bord, Jacques Foccart, que l'on est allé chercher sur la Côte d'Azur parce qu'en cette période estivale, l'ancien secrétaire général de l'Élysée séjourne non loin de là, dans sa propriété de Cavalaire. Le vieux gaulliste n'était pas retourné en Afrique depuis les obsèques de Félix Houphouët-Boigny, en février 1994. Encore ne l'avait-il fait qu'en souvenir d'une amitié de trente ans...

Pour le convaincre d'aller à la rencontre de Mobutu, le Premier ministre zaïrois, Kengo wa Dondo, a eu un argument sans appel : « Vous êtes, lui a-t-il dit, la seule personne qui puisse nous aider à régler le différend qui m'oppose au président. » Foccart n'ignore rien des pressions exercées sur Mobutu par son entourage pour qu'il accepte de se séparer de Kengo, ni des menaces de démission brandies par ce dernier. Il considère, d'autre part, la « carte Kengo » comme la meilleure que le Léopard ait eu en main depuis longtemps. Il a donc dit oui.

Accompagné de Robert Bourgi, un avocat chiraquien familier de Mobutu, et d'un officier de sécurité fourni par le

cabinet de Jacques Chirac, Foccart passe vingt-quatre heures à Gbadolite. Lorsqu'il repart, via Libreville où il rend brièvement visite au président gabonais Omar Bongo, le vieil homme est satisfait : il a fallu dix heures d'entretien, mais Kengo et Mobutu semblent finalement avoir trouvé, sous sa houlette, un terrain d'entente. Au premier, il a demandé un peu de patience et suggéré que l'on pourrait

rence dans les affaires économiques. En particulier, Foccart a instamment prié Mobutu de laisser son Premier ministre résoudre l'épineux dossier de l'autonomie de la Banque centrale. « Il faut vous séparer d'un certain nombre de gens de votre entourage, car ils pillent le pays et risquent même, à l'occasion, d'essayer de vous éliminer », a-t-il enfin conseillé, liste nominative à l'appui.



Etienne Tshisekedi (bras levé) au milieu de ses partisans : le grand perdant.

concéder au maréchal une « liste civile » sur le modèle de celle qui distingue les biens personnels de la Couronne britannique des propriétés de l'Etat. Au second, il a conseillé de se cantonner aux Affaires étrangères et à la Défense et de renoncer à toute ingé-

Exceptionnelle en raison de la personnalité du médiateur, cette rencontre – dont un compte rendu détaillé a été transmis à Matignon et au Quai d'Orsay – n'était pourtant que le point d'orgue d'une série de discrètes négociations qui ont abouti à ce résultat :

L'ENQUÊTE

JEUNE AFRIQUE

(SUITE)

Mobutu, que l'on disait fini, au bout du rouleau, lâché par tout le monde, Mobutu donc, est de retour.

En février 1994, lors des obsèques de Félix Houphouët-Boigny, on avait frôlé l'incident diplomatique parce que François Mitterrand avait refusé de s'asseoir à côté du président zairois, doyen des chefs d'Etat d'Afrique noire. In extremis, le Premier ministre ivoirien, Daniel Kablan Duncan, s'était dévoué : il avait pris place entre les deux hommes. Six mois plus tard, Français, Belges et Américains s'interrogent sur le meilleur moyen de renouer avec Mobutu, sans perdre la face, ni desserrer l'emprise que leur confère un boycottage de presque trois ans. Sans perdre de temps non plus, les richesses à l'abandon du Zaïre étant convoitées par les entreprises occidentales. A 64 ans, le maréchal a derrière lui vingt-neuf années de règne – ce qui, en termes de longévité, le place, en Afrique, juste derrière le roi Hassan II du Maroc – dont quatre de « démocratisation ». Son bilan économique est désastreux, son image médiatique ne l'est pas moins... Et le revoilà, en pleine forme, prêt à marquer officiellement sa rentrée en assistant, le 6 novembre prochain, au sommet franco-africain de Biarritz. Mobutu l'a échappé belle.

Le 24 avril 1990, il affirme sa volonté de démocratiser et instaure le multipartisme. En mai, l'assassinat d'étudiants sur le campus de l'université de Lubumbashi, imputé à des commandos de la division spéciale présidentielle venus de Kinshasa, réduit à néant le capital de sympathie suscité auprès des puissances occidentales par l'annonce d'une ouverture démocratique. La Belgique suspend aussitôt sa coopération avec le Zaïre. La France et les Etats-Unis lui emboîtent le pas en novembre 1991, sommant au passage le président de donner des signes réels de sa bonne volonté.

Pendant quatre ans, sur fond d'inflation délirante, de déliquescence économique, de pillages et de tensions eth-

niques grandissantes, les Premiers ministres se succèdent, tandis qu'une conférence nationale anarchique tente en vain d'organiser une période de transition que Mobutu, jouant habilement sur la faiblesse d'une opposition composée pour l'essentiel d'anciens barons de son régime, sabote régulièrement. En août 1992, Etienne Tshisekedi est nommé Premier ministre par la conférence nationale. Sept mois plus tard, le 6 février 1993, le Léopard le limoge et désigne « son » chef de gouvernement, Faustin Birindwa.

Pour les Occidentaux, l'éviction de Tshisekedi – qui anime, depuis, un gouvernement parallèle – est une véritable provocation. Après la mort de l'ambassadeur de France à Kinshasa, tué, en janvier 1993, « par une balle perdue », le pays est sur le point de sombrer dans la guerre civile. Furieuse, la « troïka » occidentale intime à Mobutu l'ordre d'abandonner ses pouvoirs dans les domaines économiques et financiers au gouvernement de transition. Dans la mesure où la totalité de l'aide est déjà interrompue, le directeur Afrique du Quai d'Orsay, Jean-Marc Rochereau de la Sablière, Wilfried Jaenen, son homologue belge

*Pour les Occidentaux,
Kengo est l'homme
de la situation.*

et Herman Cohen, ancien secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires africaines, envisagent, en février 1993 à Bruxelles, de geler les avoirs personnels du président à l'étranger. La mesure n'est finalement pas retenue. En revanche, l'interdiction de séjour de Mobutu et de ses proches dans les trois pays est décidée... et appliquée, pour ce qui concerne la France, à la fin de février, après qu'un bref séjour sur la Côte d'Azur du chef de l'Etat, venu « soigner des maux de dents », eut

déclenché un véritable tollé.

En 1993 donc, la mise en quarantaine de Mobutu est à son paroxysme. Décrié par ses plus anciens alliés, il sent qu'il lui faut d'urgence lâcher du lest. En septembre, il conclut avec l'opposition un accord de partage du pouvoir pour une période de transition de douze mois : cette concession faite,

*« Ne vous occupez
plus d'économie »,
conseille Foccart.*

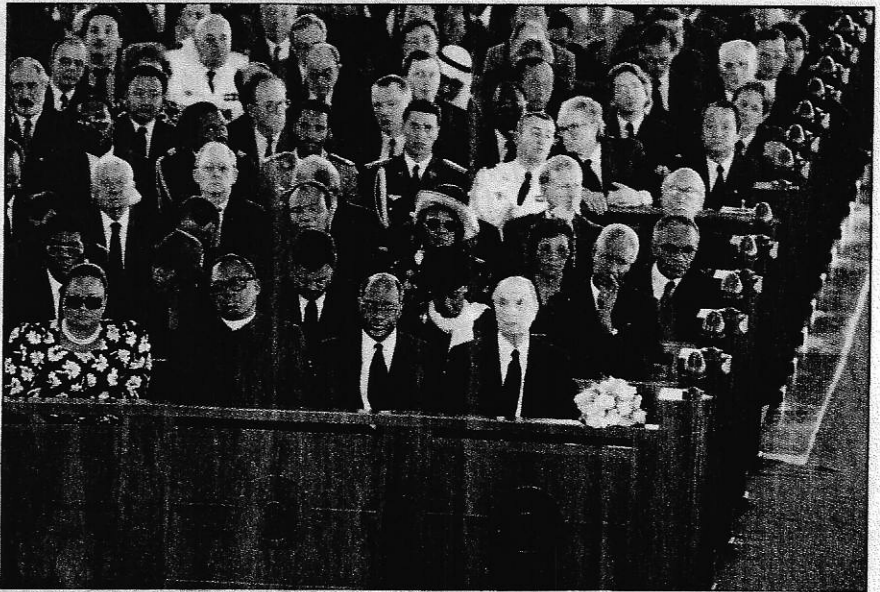
il peut rencontrer François Mitterrand, le 17 octobre 1993, en marge du sommet francophone de Maurice. Pour le maréchal, cette entrevue, véritable bouffée d'oxygène, est la preuve qu'il est sur la bonne voie. A Paris comme à Washington, en effet, les divisions de l'opposition, le radicalisme intransigeant d'Etienne Tshisekedi, les craintes d'une déstabilisation de toute la région en cas d'éclatement du Zaïre, la résistance opiniâtre du chef de l'Etat, tout cela se conjugue pour dessiner les premiers contours d'un revirement. A nouveau, après avoir envisagé tous les moyens de le « débarquer », y compris par la force, les Occidentaux admettent que Mobutu est incontournable.

Mais les opinions publiques occidentales ne sont pas encore prêtes à accepter un retour en grâce du dinosaure, devenu, dans l'image populaire, la quintessence du « roi nègre », milliardaire en dollars pendant que son peuple crève de faim. Alors que le chef de l'Etat français est critiqué pour l'entretien de l'île Maurice, Belges et Américains affrontent, dès qu'ils évoquent un possible infléchissement de leur ligne « dure », l'hostilité des médias et des partis politiques flamands pour les premiers, d'une partie du lobby noir du Congrès et des

Eglises chrétiennes pour les seconds.

Pour renouer le contact, la troïka fait alors appel à de discrets émissaires, spécialistes de la diplomatie parallèle. Robert Bourgi et Michel Aurillac, ancien ministre français de la Coopération, tous deux conseillers de Mobutu et militants du Rassemblement pour la République (RPR) de Jacques Chirac ; Max-Olivier Cahen, fils de l'actuel ambassadeur de Belgique en France, qui occupa ce poste à Kinshasa ; Herman Cohen, enfin, ancien Monsieur Afrique du département d'Etat américain, effectueront ensemble plusieurs missions à Gbadolite. Outre leurs fonctions de « pigeons voyageurs », les quatre hommes travaillent aussi, activement, à redorer l'image du maréchal dans leurs pays respectifs. Le sénateur américain Paul Simon, président de la sous-commission Afrique du Congrès, Bill Thom, directeur Afrique à la CIA, Donald Steinberg, conseiller du président Clinton à la Maison Blanche, sont notamment approchés... et partiellement « retournés », puisqu'ils finissent par admettre que Mobutu, quoi que l'on ait pu faire, « détient toujours la réalité du pouvoir au Zaïre ».

Dans ce contexte, la nomination de Kengo wa Dondo, à la mi-juin, vient à point. Le fait qu'Etienne Tshisekedi en conteste la régularité n'émeut guère les Occidentaux, ravis de trouver en la personne de cet ancien Premier ministre un interlocuteur présentable. Métis né d'un père polonais et d'une mère rwandaise, Kengo bénéficie d'une réputation d'excellent gestionnaire auprès des institutions financières internationales et de la troïka. En mai 1994, il était venu à Paris : reçu secrètement à Matignon, au Quai d'Orsay, ainsi que par Jacques Foccart, il était, dès ce moment, apparu aux yeux de tous comme l'homme de la situation. Mobutu ne le considère pas comme un rival puisque que la loi lui interdit d'être candidat à la future élection présidentielle (il faut, pour cela, être né de deux parents zaïrois). Les Américains estiment, désormais, que « l'on peut traiter et discuter avec lui ». En Belgique, il dispose aussi de solides amitiés. A Kinshasa, il est peu popu-



GIRAUDINEAU/A

Le Premier ministre ivoirien, Daniel Kablan Duncan, entre Mobutu et Mitterrand, lors des obsèques d'Houphouët : on a frôlé l'incident diplomatique.

laire, mais la lassitude de la population joue en sa faveur. Il a le soutien de monseigneur Monsegwo, président du Haut Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT), et bénéficie enfin de l'appui de la plupart des hommes d'affaires zaïrois, à l'exception notable du plus riche d'entre eux, Bemba Saolona.

Plus de trois mois d'exercice du pouvoir – sur fond de gestion pro-française de la crise rwandaise – n'ont pas encore infirmé le bien-fondé de ce choix. Depuis l'intervention de Jacques Foccart, Mobutu et son Premier ministre ne se sont plus affrontés. Fin septembre ou début octobre,

international et de la Banque mondiale... La quarantaine est belle et bien terminée. Les intérêts particuliers de chacun des pays de la troïka reprennent leurs droits.

Dans ce qui ressemble fort à une course de vitesse, Paris dispose d'une petite longueur d'avance sur Bruxelles et Washington. En 1995, l'aide humanitaire française au Zaïre, jamais interrompue, pourrait atteindre 50 millions de FF, contre 8 millions cette année. Ce serait, dit-on à Paris, un prélude raisonnable à une reprise effective de la coopération bilatérale. Les Américains – qui ont donné, en 1993, 6,5 millions de dollars d'aide humanitaire – « approuvent l'évolution en cours, mais n'envisagent pas, pour le moment, de reprendre leur coopération ». Quant aux Belges, ils sont extrêmement embarrassés. Soucieux de ne pas laisser Paris leurs couper l'herbe sous le pied en raflant les bonnes affaires qui pourraient naître du programme de privatisation que souhaite mettre en œuvre Kengo, de la réhabilitation de la Gécamines ou, tout simplement, d'une reprise des déboursments du FMI et de la Banque mondiale, Bruxelles souhaite reprendre au plus vite sa coopération civile. A Gbadolite, les « émissaires » belges se succèdent. Mais leur tâche est beaucoup plus difficile que celle de leurs « amis » français : ils doivent faire oublier quatre ans d'insultes réciproques, sans avoir, pour le moment, rien de concret à proposer en échange. ●

*Mitterrand
refuse de s'asseoir
à ses côtés.*

Kengo effectuera à Paris un séjour au cours duquel il devrait rencontrer tous les décideurs de la politique africaine de la France, Edouard Balladur inclus. Le 5 octobre, il prononcera un discours devant les Nations unies, à New York. Le 6, il sera à Madrid pour les assemblées annuelles du Fonds monétaire